



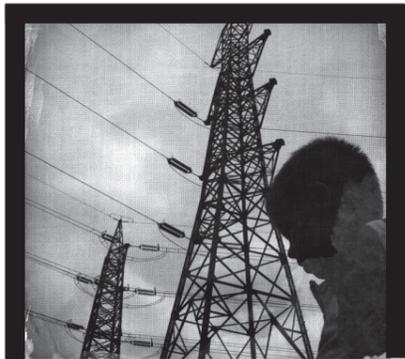
RICOCHETS

Mars 2015 - Mensuel - Bruxelles

L'Etat grillage le futur chantier de la maxi-prison

A VOS MARQUES

Fin février 2015, l'Etat a embauché une entreprise pour installer des grillages autour du terrain du futur chantier de la maxi-prison à Haren, au nord de Bruxelles. Une pelleuse et des ouvriers, accompagnés de quelques policiers, ont alors commencé à grillager le terrain pour qu'il puisse « être prêts pour les travaux hors du regard indiscret des curieux ». Une autre entreprise a entamé les travaux de démolition d'un ancien site industriel qui se trouve aussi sur le terrain du futur chantier. Ce sont d'indéniables signes que le projet de la maxi-prison avance et que l'Etat veut passer à la vitesse supérieure pour ériger la plus grande taule de la Belgique. Et il est difficile de ne pas comprendre son message quand il commence... en installant des grillages pour se protéger et en plaçant des caméras de surveillance dans le village de Haren. La construction de cette prison amènera inévitablement la militarisation des environs.



RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule. C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

un « fermez vos gueules » et de dépeindre les opposants radicaux comme des « extrémistes », des « terroristes »... L'Etat se prépare et veut être prêt pour imposer coûte que coûte son projet.

Et nous, est-ce que nous sommes prêts ? Est-ce que chacune et chacun d'entre nous, de celles et ceux qui se battent contre cette maxi-prison et le monde qui la produit, a réfléchi à ce qu'il compte faire encore pour faire échouer ce plan ? Les possibilités sont nombreuses : des actions contre les constructeurs aux attaques contre les responsables, des blocages de la routine quotidienne aux manifs sauvages, etc.

Partez

Il nous paraît probable que le début du chantier ne se fera plus attendre très longtemps. Commenceront-ils avant l'été ? C'est bien possible. C'est maintenant et à chaque instant qu'il faut les harceler et leur mettre des bâtons dans les roues. Mais quand il y aura le début des travaux, plutôt que se laisser décourager, intimider et déclarer forfait, ce sera une occasion pour faire des nouveaux pas dans cette danse qu'est la lutte contre cette horreur. Quand les engins et les constructeurs arriveront sur le terrain à Haren, semons alors le bordel dans les rues de Bruxelles, dans les quartiers où nous habitons et luttons. Pour marquer le coup, et leur donner un aperçu de ce qui suivra – nous l'espérons et œuvrons dans cette direction – tout au long de la construction de cette horreur. En allumant les feux de la révolte dans les quartiers, nous saperont les piliers sur lequel repose en fin de compte tout plan de l'Etat : la résignation et la passivité des opprimés. Et c'est de là que partira l'assaut pour détruire cette maxi-prison.

PS : Les entreprises qui ont commencé à préparer le terrain à Haren pour la construction de la maxi-prison sont les suivantes : Van Kempen (travaux de démolition, Anvers), APB (désamiantage, Brabant) et Verbruggen Groep Mol (grillages, Anvers). Sans tous ces collabos, la maxi-prison ne pourrait jamais être construite. A bon entendeur...

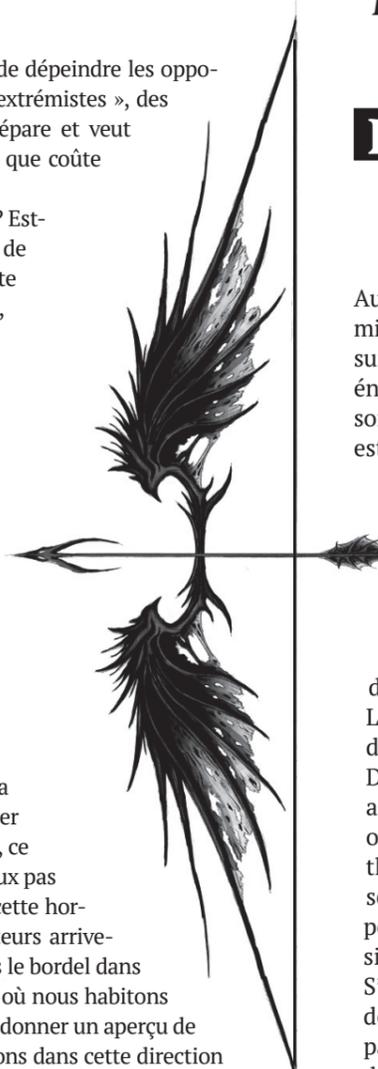
Fermeture du bar Alcatraz

Voilà une nouvelle réjouissante : le bar Alcatraz, à Molenbeek, a fermé ses portes. Oui, ce même bar dont le décor était une prison et dans lequel les serveurs étaient déguisés en matons, qui se faisait de la thune sur le dos de la misère quotidienne de l'enfermement.

Serait-ce à cause des nombreuses affiches collées et tracts distribués dans le quartier contre cet endroit puant ? Serait-ce suite à des attaques contre ce projet dégoûlant d'horreur qui en a probablement fait enra-

ger plus d'un ? Ou bien, serait-ce simplement parce que ce business écoeurant n'a en définitive pas attiré les foules espérées, personne n'étant assez tordu pour apprécier cette ambiance malsaine ?

Ou peut-être encore que c'est un peu de tout ça en même temps, finalement. Quoiqu'il en soit, cette atrocité qui prend fin redonne de l'espoir, mais surtout du courage pour se mettre à l'assaut des nombreuses autres horreurs de ce monde. C'est parti !



ENCORE UN MORT DANS UN COMMISSARIAT

Au début du mois de février, un homme se rend au commissariat de la rue Démosthène pour porter plainte suite à la perte de ses papiers d'identité. Car il se serait énervé, les bleus le mettent en cellule de dégrisement, soi-disant pour dessoûler. Quatre heures plus tard, il est retrouvé pendu avec son t-shirt. Transporté à l'hôpital, il décède de ses blessures. Ses proches ne croient pas à la thèse du suicide avancée par les flics. Mardi 10 février, une petite centaine de personnes se rassemble donc devant la maison communale place du Conseil et sont rejoints par des gens du quartier. Tandis que quelques rues sont bloquées à la circulation, des légumes sont lancés sur la façade de la Commune. Le lendemain, une autre manifestation d'une centaine de personnes a lieu devant le commissariat de la rue Démosthène aux cris de « On veut la vérité ! », « Police, assassin ! ». Depuis, l'enquête de la justice a, comme on pouvait si attendre, blanchi les bleus, avalisant la thèse du suicide. Affaire classée pour l'Etat, ce dossier peut prendre la poussière sur une étagère. S'il n'y avait pas eu de contestation de la part de ses proches et de personnes solidaires, ce meurtre aurait une fois de plus fini dans un silence assourdissant.



Sans savoir ce qui s'est passé entre les quatre murs de ce poste de police, une chose est certaine : si cet homme n'était pas entré dans ce commissariat, il ne serait pas mort ce jour-là. Quelles que soient les circonstances du décès, les flics en portent la responsabilité.

On savait que les poulets avaient une fâcheuse tendance à se prendre pour des cow-boys sans foi ni loi, mais aujourd'hui plus encore, la loi et la foi dans la sécurité leur donnent le permis de faire quasi tout ce qu'ils veulent. Même de tuer. Mais leur autorité repose autant sur la peur qu'ils inspirent que sur le crédit qu'on leur accorde. C'est ce qui fait que le colosse du pouvoir, même à s'entourer de toujours plus de chiens de garde, même à leur donner toute latitude d'action, même à construire toujours plus de prisons, même à toujours plus affiner son contrôle sur nos vies, repose sur un socle très fragile. A moi, à toi, à nous de le saper.

LE PASSAGE // LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

Activités en mars:

Samedi 14 mars 16h - Discussion

Récits de lutte des centres fermés

On se propose de partager différentes expériences et récits de résistance et de lutte à l'intérieur des centres fermés pour clandestins, ces véritables camps de concentration pour les « indésirables » de ce monde de fric et de pouvoir.

Mercredi 18 mars 19h30 - Projection

Hop !

Dans ce film belge sorti en 2002, un jeune se bat courageusement pour faire rentrer son père, qui vient d'être expulsé car ne disposant pas du bon bout de papier. Il trouvera un allié inattendu dans un vieil anarchiste, aguerri à la lutte explosive et solidaire contre l'Etat et le régime.

Mercredi 25 mars 19h30 - Discussion

Affronter la prison...

Un détenu de longue date nous parlera de ses expériences à l'intérieur des prisons, de son combat pour préserver sa dignité, du désir de liberté et de vengeance qui l'animent. Ce sera l'occasion

RUE ROSSINI 11//1070 ANDERLECHT

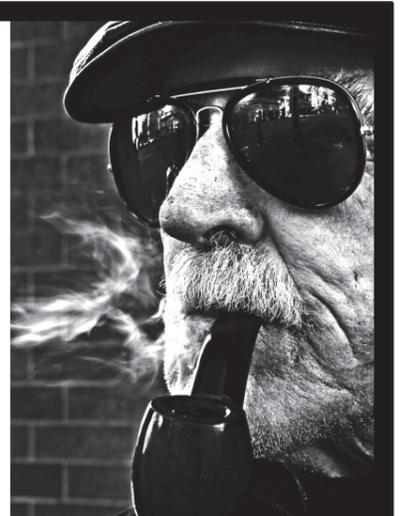
LE LOCAL EST OUVERT TOUS LES MERCREDIS DE 16H À 20H & TOUS LES SAMEDIS DE 16H À 20H

d'échanger sur les façons de lutter contre ce monstre qu'on appelle « monde pénitentiaire ».

Samedi 28 mars 19h

Repas de soutien à la lutte

Une invitation à se retrouver autour d'un bon repas chaud. Le repas est à prix libre (tu donnes ce que tu veux) en soutien à la lutte contre la maxi-prison.



Les transports en commun et la taule

Sur le site de la régie des bâtiments, tu peux trouver les différents projets immobiliers que l'Etat veut mettre en place comme son masterplan prisons. Pour la maxi-prison de Haren, il y a plusieurs rubriques comme la localisation, le planning... et dans la description du projet on peut voir un point concernant les transports en commun. Pour le moment, il y a pas grand chose de concret mais « des discussions seront menées avec les sociétés des transports publics en vue d'améliorer et/ou d'augmenter la fréquence des transports en commun ». Pour chaque projet d'Etat, il est question de mobilité. En effet, c'est évident que l'Etat, constructeur de taule et la STIB, acteur important pour l'économie du pouvoir travaillent et investissent ensemble pour faire de Bruxelles, une ville-prison.

Grâce à la STIB, on peut se rendre au travail, au centre commercial... Toutes ces choses qui font de cette société, un société de consommation et d'ennuie. Il y a qu'à voir la tête des gens dans les transports en commun, ils sont tristes, fatigués, las. Les transports en commun t'amènent où le pouvoir veut que tu sois.

Grâce à la STIB, plein de chômeurs sont embauchés pour surveiller les stations de métros, bus et trams. L'Etat est bien content, il y a moins de « parasites » dans la rue et en plus ils font quelque chose d'utile, ils contrô-

lent les gens pour toujours plus d'ordre et de sécurité.

Grâce à la STIB et ses contrôles de plus en plus fréquents et violents, des sans-papiers se font attrapés et sont direct envoyés au centre fermé pour être en suite renvoyé de la Belgique. L'Etat fait tout pour alimenter un climat de peur pour pouvoir toujours plus presser les gens et les contrôler.

Grâce à la STIB, les gens apprennent à marcher au pas. On est obligé de passer son mobip pour que les portes s'ouvrent et maintenant pour sortir aussi !! Et s'il y a un problème avec les portiques, ben tanpis tu restes enfermés. Le nouveau système du mobip permet de surveiller les trajets des gens, sans oublier les innombrables caméras.

Il est pas non plus rare que certaines personnes bousculent tout le monde dans le bus ou le tram pour passer son mobip de l'autre côté du bus ou du tram de peur d'avoir une amende ou tout simplement comme bon citoyen. En effet, les murs de la STIB sont recouverts de pubs sur la propreté, la sécurité, ... pour bien te faire avaler les règles et les modèles comportementaux à sui-

vre pour maintenir une paix sociale qui permet au pouvoir de rester en place.

C'est vrai que les transports en commun te permettent de te déplacer mais la STIB c'est surtout le contrôle, la surveillance, les amendes, la routine... Et c'est pour toutes ces choses qu'on ne peut pas laisser la STIB faire son travail comme si de rien n'était. Appuyer sur le bouton d'urgence pour que les portiques s'ouvrent, faire chier les surveillants des stations, empêcher les contrôles, saboter les infrastructures et pleins d'autres choses sont des moyens pour perturber cette routine et ne pas être complices de ces merdes.

Evactions en série

Lundi 2 février, cinq personnes décident de se faire la belle du centre fermé de Bruges. Deux finissent par réussir et s'évanouissent dans la nature, pendant que trois autres, moins chanceux, se font rattraper. Quelques jours plus tard, une nouvelle tentative a lieu. Une personne profite de la brèche créée par les gardiens qui avaient laissé le portail ouvert par erreur, et tente de s'enfuir. Il se fait malheureusement attraper par les flics dans la même journée. Le lendemain, une personne réussit à se faire la malle du centre fermé 127 bis. Courage et liberté pour toutes et tous !

Abattage des barrières à Haren

La dernière semaine de février, un groupe de personnes a fait tomber près de la moitié des 400 barrières Herras qui venaient à peine d'être installées dans le but d'encercler le terrain de la future maxi-prison. Stade préliminaire des travaux, les grillages enfermaient la zone et donnaient déjà un avant-goût de la militarisation et de la dévastation induites par la construction

de cette taule. Si c'est une bonne nouvelle que le terrain ait été libéré de ces infâmes barrières, on sait aussi que ce n'est qu'un début et que les constructeurs de la maxi-prison vont continuer leur basse œuvre. A moins, bien sûr, qu'ils ne trouvent en face d'eux des résistances qui n'aient cessé de leur mettre des bâtons dans les roues...

Un de moins

En Grèce, fin décembre 2014, l'Etat avait transféré les premiers prisonniers, tous des camarades révolutionnaires condamnés pour des faits de lutte armée, vers la nouvelle aile Type C à la prison de Domokos. Il s'agit d'une section de haute sécurité, conçue pour briser la solidarité et la résistance des prisonniers rebelles. Dans le petit village de Kouvelas, le 21 février 2015, deux ou trois personnes ouvrent le feu et abattent l'adjudant-gardien de cette maudite prison, Makis Gkalianis, au moment où il sortait de chez lui. Il est mort sur le coup. L'adjudant s'était déjà distingué quelques années auparavant dans la prison de Korydallos, s'affrontant notamment avec les anarchistes qui y étaient incarcérés. Ainsi, des inconnus ont mis fin à la carrière d'un serviteur d'Etat de la pire espèce. Il avait choisi son camp - à nous de persévérer dans le chemin vers la liberté et d'affronter courageusement, sans hypocrisies ni fausses excuses, les défenseurs de ce système que nous détestons.

VIDÉOSURVEILLANCE // ICI ET MAINTENANT À BRUXELLES

Extrait d'une brochure trouvée dans la rue à Bruxelles // Février 2015

À Bruxelles, comme dans la plupart des grandes villes, les caméras sont partout : rues, parcs, métros, trams, bus, bureaux, magasins... Rien que pour le réseau STIB, on ne compte pas moins de 2000 caméras dans ses bâtiments (visionnées en direct), et 4000 dans ses transports. Cette quantité, déjà monstrueuse, va encore doubler d'après leur dernier plan. En ce qui concerne la ville de Bruxelles, ce sont plus de 600 de ces machines qui quadrillent la ville et leur nombre devrait rapidement augmenter, chaque commune souhaitant acquérir de nouveaux joujoux. Les images des caméras sont la plupart du temps enregistrées pour après et non pas regardées en permanence comme on pourrait le croire. Ces images peuvent être conservées pendant 30 jours, mais souvent beaucoup moins selon les zones de police : 3 jours à Saint-Gilles, Anderlecht, Forest ; 7-12 jours à Molenbeek, Koekelberg, Berchem, Jette, Ganshoren ; 10 jours à Auderghem, Watermael-Boitsfort, Uccle.

Les flics peuvent néanmoins y avoir accès en direct et même facilement retourner en arrière de 15 à 30 minutes suite à l'appel d'une quelconque balance. À Bruxelles, on trouve beaucoup de caméras dans le centre avec ses quartiers touristiques et commerçants, mais aussi dans les zones pauvres (comme à Molenbeek ou bien encore à Koekelberg, où ces sales uniformes mauves sont payés pour observer les pauvres en direct). L'objectif est clair : d'une part, surveiller la misère, dissuader et réprimer tous ceux qui ne marchent pas au pas, tout acte de révolte ; d'autre part, protéger les riches, la marchandise et la propriété privée.

La présence des caméras est avant tout une manière de faire peur, de nous plonger toujours plus dans la résignation quotidienne d'une vie de merde, une façon de nous dissuader de faire autre chose que marcher droit. Mais évidemment, celles-ci sont loin de contrecarrer toute possibilité, comme en témoignent différentes attaques et actions observées ici et là : malgré la présence de caméras, des commissariats ou des entreprises collabos du pouvoir ont été pris pour cible, des manifestations sauvages ou des tags en tout genre ont été faits dans les quartiers...

À Molenbeek par exemple, une intervention musclée des flics est souvent suivie par des repréailles sur les caméras. 10 à 50% de ces yeux du pouvoir seraient régulièrement hors service, également du fait du mauvais état du réseau.



Malgré leur effet dissuasif, les caméras laissent encore des marges. Il est toujours possible de débusquer des chemins en dehors de leur champ de vision, de se déguiser, de changer de vêtements lorsque l'on fait quelque chose, de se masquer le visage (en camouflant ses yeux à l'aide d'une casquette ou d'une capuche large par exemple, car ils permettent souvent aux flics de nous identifier). Les images n'étant de plus pas toujours utilisables comme preuves (piètres photocopies de photos extraites de la vidéo lors d'un procès), il ne serait donc pas idiot de nier ou de ne rien dire quand on est confronté à des images prises par les flics.

La ville de Bruxelles prépare un nouveau projet : la « Smart City ». Il s'agit d'installer un réseau de fibre optique partout dans la ville reliant tout le réseau au sein d'un serveur centralisé de surveillance, qui pourra être entièrement visionné d'un même endroit. Les flics auront donc accès dans le futur à tout le réseau (en plus du leur, celui de la STIB, de Mobiris, des communes, du SIAMU, du Port de Bruxelles). Pour le moment, seule la police fédérale a accès à la totalité de ces différents réseaux. La ville de Bruxelles étant découpée en six zones de police, les flics ne peuvent pas en direct visionner les images des autres zones, ni celles des autres réseaux. Leur plan est aussi nouveau : la mise en place de nouveaux caméras



« intelligentes », déjà présentes à certains endroits des quartiers nord (Saint-Josse, Schaerbeek, Evere), où 130 de ces engins sont déjà installés. On en verra aussi bientôt à Molenbeek et dans la zone Midi (Anderlecht, Saint-Gilles, Forest). En théorie, ces nouveaux gadgets seraient capables d'émettre une alerte suite à des comportements « suspects », ou serviraient à cibler des actes spécifiques : personnes qui traînent dans les rues, nouvel objet dans le champ de vision, tags, poubelles, dégagement de fumée... Cela nous dit également ce que les flics ne sont pas capables de faire aujourd'hui avec les caméras : regarder toutes les images en direct afin d'agir sur le moment-même. C'est bien pourquoi ils ont besoin de l'intervention de nouveaux logiciels et de caméras high-tech pour y palier. Et oui, un flic ne se cache pas derrière chaque caméra !

La surveillance est aussi un business. Tout le monde investit, depuis l'Union Européenne jusqu'aux communes, en passant par les différents ministères et tous les intérêts privés imaginables, et nombre d'entreprises se font un max de thunes grâce à celles-ci et au contrôle. Ces dernières sont payées pour la recherche, la production, la consultance et la mise en place de ces engins infâmes.



Faisons leur payer cher !

Quelques entreprises investies dans la vidéo-surveillance
-Optimit (consultance)
-Tein Technology (élabore les plans)
-Fabricom /GDF Suez (installation et maintenance)
-Tyco (fournisseur de caméra et de système de visionnement)
-Télépolice (installation de systèmes pour les commerçants directement reliés aux flics)

Un lien qui peut être utile : <http://bruxelles.sous-surveillance.net/> (cartographie des caméras collaborative)

Pour toute correspondance

Ricochets // Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
ricochets@riseup.net

Pour plus d'infos

Local de lutte Le Passage // Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht
www.lacavale.be // cavale@riseup.net